

Des morts qui ne comptent pas?



Photo: Leo Malsam Getty Images «Le phénomène des corps non réclamés révèle une autre réalité sociale importante: même dans la mort, les inégalités sociales persistent», observent les autrices.

Numéro de dossier : 2021-00981. Homme de 67 ans, vivant seul. Sympathique, aidant, mais solitaire, disent les voisins. La nourriture déposée devant sa porte est restée intacte.

Numéro de dossier : 2022-00259. Homme de 56 ans, arrivé seul du Salvador en 1987. Sans domicile fixe, ses nuits se passaient dans des refuges. Sa famille ? Injoignable, absente.

Un chiffre. Un nom. Une histoire inachevée. Deux cas de figure parmi des dizaines, voire des centaines de corps non réclamés au Québec. Chaque année, des noms s'effacent, des vies disparaissent sans cercueil orné, sans adieu. Des vies réduites à de simples identifiants. Ce sont des « morts invisibles », emportées par des réalités que l'on préfère taire : précarité, solitude, maladie. Cette semaine, nous apprenons le décès d'un homme de 55 ans retrouvé mort sur la place Simon-Valois, à Hochelaga, dans le sud-est de Montréal. La police affirme que l'hypothermie pourrait être à l'origine du décès de l'homme, sans nommer la cause sociale : un manque criant de logements abordables, de soins adéquats et de soutien social. Ces morts, souvent qualifiées de « naturelles », cachent en réalité des défaillances systémiques.

Le travail de recherche que nous menons, en tant que sociologue et historienne, cherche à redonner corps à ces morts anonymes, invisibles. S'intéresser au traitement de ces morts, au-delà du corps comme un objet à gérer, c'est se questionner sur la valeur inégale que l'on accorde à certaines vies.

Un corps est dit non réclamé lorsqu'aucun proche n'en assume la responsabilité. L'État, par l'entremise du ministère de la Santé et des Services sociaux ou du Bureau du coroner, prend alors le relais. Si aucun proche ne se manifeste dans les 72 heures suivant les recherches, l'individu devient une statistique administrative. De 2006 à 2015, le nombre de corps non réclamés a doublé au Québec. Aujourd'hui, la province détient le triste record canadien, surpassant l'Ontario. Malgré cela, aucun registre public précis n'existe. La recherche de ces disparus s'enlise dans les procédures bureaucratiques, et les chiffres, collectés au compte-goutte, demeurent fragmentaires.

Des vies marquées par la misère et l'isolement

Le phénomène des corps non réclamés révèle une autre réalité sociale importante : même dans la mort, les inégalités sociales persistent. À Montréal, par exemple, ce sont par-

ticulièrement les quartiers pauvres qui concentrent la majorité des cas. Parmi ces morts invisibles, 85 % sont des hommes, principalement âgés de 50 à 69 ans. Ils sont souvent des itinérants, des personnes âgées précaires, malades, mortes dans des logements insalubres ou dans la rue, victimes d'hypothermie, de surdoses ou de maladies chroniques.

Autrefois, les morgues exposaient les cadavres publiquement, espérant identifier les défunts. Aujourd'hui, à Montréal, une équipe spéciale du Service de police de la Ville de Montréal tente d'améliorer les recherches pour identifier les proches. Mais ces efforts, bien qu'essentiels, ne résolvent pas le problème de fond. Si ces individus sont morts seuls, c'est qu'ils étaient déjà, en quelque sorte, invisibles de leur vivant.

Selon nos recherches, les familles qui choisissent de ne pas réclamer un proche le font souvent par manque de moyens. Le coût des funérailles, d'un minimum de 2500 \$ au Québec, est insurmontable pour plusieurs. « Les proches veulent parfois offrir une sépulture digne, mais ils n'en ont pas les moyens », nous expliquent les coroners et policiers impliqués dans ces dossiers.

Pour d'autres, la non-réclamation résulte de liens brisés. L'isolement, qu'il soit lié à des conflits familiaux, à des problèmes de santé mentale ou à une exclusion sociale progressive, condamne ces individus à

mourir seuls. À cela s'ajoutent les difficultés pour les familles localisées à l'étranger de rapatrier un corps, un fardeau financier qui se révèle insurmontable.

Le coût humain des politiques sociales défaillantes

Si les corps non réclamés sont une réalité discrète, ils traduisent l'échec des politiques sociales à enrayer la misère sociale. La mort s'installe insidieusement, exacerbée par l'absence de soutien dans les moments critiques : une hospitalisation sans suivi, un logement perdu, une perte d'emploi non rattrapée.

Les décès qui en résultent ne sont pas seulement des drames individuels, mais les symptômes d'un système qui laisse ses citoyens les plus vulnérables glisser entre les mailles du filet. L'absence de données publiques systématiquement colligées sur ce phénomène aggrave l'abandon.

La mort tragique de cet homme de 55 ans, sans nom, à la place Simon-Valois, rappelle que la précarité ne s'arrête pas au trépas. Ce ne sont pas de simples statistiques, mais des histoires de vies brisées, effacées peu à peu par l'indifférence. En mettant en lumière ces réalités, il devient impossible d'ignorer que la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et l'itinérance est, plus que jamais, une question de justice sociale.

Dahlia Namian et Isabelle Perreault

Les autrices sont professeures à l'Université d'Ottawa.

Jean-Michel Elie
Erich Preach
Mariana Mazza
Erika Suarez
Mibenson Sylvain
+ INVITÉ.E.S

Une soirée d'humour contre le profilage racial au profit de la clinique juridique de Saint-Michel

PROFIL COMIQUE

1^{ER} MARS 2025
L'OLYMPIA
19H00

CJSM